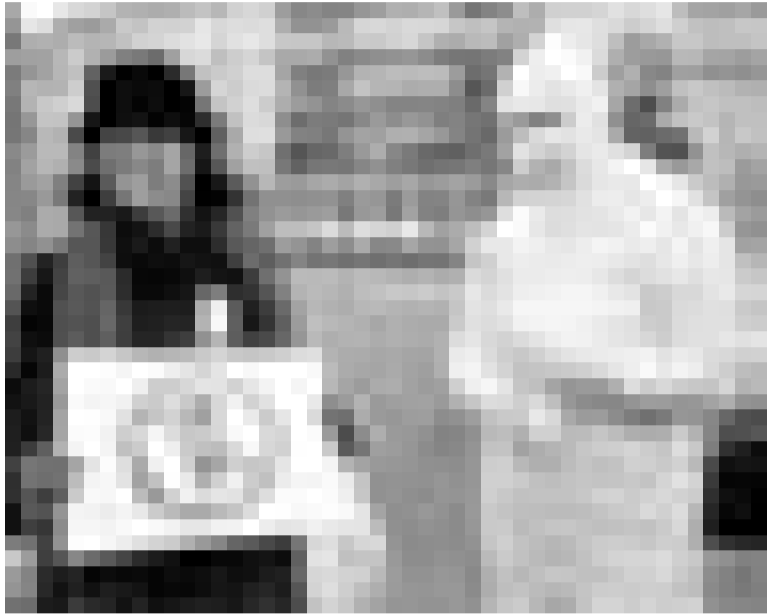


FORUM SOCIAL LUXEMBOURGEOIS

Rencontres et plus, si affinités



La contestation a de multiples visages. (photo: Christian Mosar)

La création d'un Forum social luxembourgeois, à la suite des Forums mondial et européen, est en marche. Les espoirs comme les difficultés ont été au centre d'une réunion publique mardi dernier.

Au Luxembourg, dit-on, tout le monde se connaît. Cela devrait rendre les contacts plus faciles. Ou plus difficiles, pourraient rétorquer ceux et celles qui ont essayé, par le passé, de réunir différents groupes contestataires et progressistes autour d'une table. Que de rancunes, de préjugés, de rapports tendus à surmonter, à gérer. Claude Turmes, aujourd'hui député européen des Verts, se souvient de la tentative de mettre sur pied un contre-sommet lors de la présidence luxembourgeoise de l'UE en 1997: "Au début, les contacts étaient bons. Mais au moment de prendre des décisions, les meneurs des grandes structures sont devenus hésitants."

La tentative de créer aujourd'hui un large rassemblement sous forme d'un Forum social luxembourgeois (FSL) a-t-elle de meilleures chances d'aboutir? Les choses ont changé entre-temps, notamment à travers des contacts, des collaborations temporaires, par exemple autour de la Fête de la résistance. Un des organisateurs, également membre d'Attac, Luc Koedinger, raconte: "Il y a désormais moins

de réticences chez les organisations traditionnelles à s'impliquer sur des sujets dépassant leur 'spécialité'. Comme leurs partenaires à l'étranger, ces organisations sont prêtes à collaborer avec des structures plus politisées." Ainsi l'édition actuelle du Kéisecker, le journal du Mouvement écologique, contient une présentation d'Attac-Luxembourg.

L'exemple belge

Lundi dernier, le FSL avait invité Paola Peebles, une des responsables du Forum social de Belgique (FSdB), pour discuter de la dynamique du Forum social mondial et de ses implications pour la société civile luxembourgeoise. "Le but du FSdB est de croiser les regards sur des dossiers connexes", explique Paola Peebles. "Le principe des forums sociaux, qu'ils soient mondiaux, nationaux ou locaux, est de discuter et de tisser un réseau. Cela peut conduire à des actions communes." En Belgique non plus, rassembler des sensibilités très différentes et organiser les contacts n'a été facile.

Mais Paola Peebles est enthousiaste: "C'est peut-être un mouvement historique, comme l'internationalisme ouvrier au 19e siècle. Avec la différence que la diversité est érigée en principe." En effet, les contradictions entre réformisme et radicalité à l'intérieur des forums ne sont pas résolues. A écouter attentivement les discussions, on se rend compte que d'autres clivages existent: entre les experts d'Attac élaborant des projets de réorganisation de l'économie mondiale et les tenants de la "nouvelle radicalité" tentant de créer des alternatives anticapitalistes dans les banlieues, entre les drogués de "Diplo" qui n'ont que leur cynisme à opposer au capitalisme omnipuissant et les pragmatiques qui, avec humour, arrivent à faire passer leur message et se réjouissent de chaque petits progrès qu'on leur jette en pâture.

Si, au Luxembourg, les seuls militant-e-s de parti politique vraiment présent-e-s lors des réunions du forum sont ceux et celles de "Déi Lénk", la signification de leur engagement n'est pas claire. Evidemment il pourrait s'agir d'une classique tentative de récupération afin de renforcer leur propre structure. Mais dans la mesure où est ébranlée la croyance en un parti comme principal acteur du changement, ces militant-e-s cherchent sans doute autre chose. Certain-e-s se tournent vers la théorie de Gramsci, selon laquelle la conquête de l'hégémonie intellectuelle précéderait le changement de système. Les idées anticapitalistes devraient donc triompher au niveau de la société civile avant que l'on puisse abolir le capitalisme. Une telle théorie peut signifier soit

qu'on applique aux mouvements sociaux un moule préfabriqué, soit que l'on s'intègre modestement à ces mouvements afin d'apprendre quelles sont les alternatives au système existant.

Des structures à réinventer

Les différences entre les forums sociaux et les formes d'organisation et d'action politique traditionnelles se reflètent également au niveau des structures. "L'idée directrice des forums n'est précisément pas de remplacer une élite par une autre. Il s'agit juste d'un espace de rencontre, il n'y a ni déclarations communes, ni porte-paroles. Cela représente à la fois une richesse et un problème", estime Paola Peebles. Si pendant la préparation du premier grand rassemblement, le pragmatisme avait permis de maîtriser les problèmes, "aujourd'hui ça bloque", constate-t-elle. Face à un volume de travail conséquent il n'y a toujours pas de structure permanente, et l'équilibre entre les grandes organisations d'un côté et celles plus modestes et les non-organisées de l'autre est fragile. "Je ne trouve pas ça chouette, mais il faudrait peut-être trouver des modes de décision moins horizontaux", suggère-t-elle.

Au Luxembourg, ces questions se posent aussi, répond André Kremer, un des responsables du FSL. "Les militants 'éprouvés' n'ont pas l'habitude de ce type de structure. Avant, on s'engageait dans une structure, et il n'y avait jamais de discussions vraiment franches avec les autres." Militant d'extrême-gauche et syndicaliste de longue date, il sait de quoi il parle. "Le principe d'égalité entre les participants peut-il être maintenu? Un simple militant doit-il avoir le même poids que le président de l'OGB-L?" "Au Forum social européen, à Florence, on a constaté que de toute façon les 'vieux mâles blancs, militants depuis 30 ans' monopolisaient la parole et les décisions", rajoute-t-il avec humour.

Interrogé par le woxx, Claude Turmes se dit sceptique quant à la possibilité de créer une structure permanente. "Je soutiens l'initiative du FSL, mais je pense qu'elle fonctionnera surtout ponctuellement, sur des sujets comme la campagne pour des critères éthiques dans les soumissions publiques, les négociations à l'OMC ou la mobilisation contre la guerre." Lors de la rencontre de mardi, André Kremer avait encore cité la Convention européenne et les lois "anti-terroristes" et "anti-Greenpeace" au Luxembourg comme points d'ancrage concrets de l'action du FSL. Et, évidemment, le refus de la guerre, vu, selon les mots de Paola Peebles, comme "le bras armé du néo-libéralisme". Dix ans après la fin des deux blocs, face à un impérialisme avançant à visage découvert, toutes les causes, qu'elles soient écologistes, tiers-mondistes, sociales ou pacifistes devraient enfin pouvoir converger.

Raymond Klein

homepages: internet.lu/forumsociallux
www.usf.be

Gewehre zu Gitarren

Nachdem es ja schon nichts Ungewöhnliches ist, wenn Panzer auf Schulgeländen parken, um die Aufmerksamkeit der SchülerInnen für den Armeedienst zu gewinnen, sollen nun die MilitärmusikerInnen häufiger zu Gast im Regel-Schulunterricht sein. Getreu dem Motto "Gewehre zu Gitarren" haben die MilitärmusikerInnen der entsprechenden LCGB-Sektion angesichts des andauernden Musiklehrermangels ihren altruistischen Vorschlag erneuert, statt der ministeriell zugebilligten sieben Stunden nunmehr elf Stunden Unterricht zu erteilen. In einem Petitionsschreiben an den Präsidenten der Abgeordnetenkammer wiesen die Delegationsmitglieder auf die Tatsache hin, dass die Militärmusik wesentlich zum Aufbau des Musikunterrichts in Luxemburg beigetragen habe (Welche Einflüsse hatte das Militär noch auf das Schulsystem? Ist das der Grund, dass Unterrichtsministerin Brasseur neuerdings so auf Fleiß und Disziplin pocht?).

Das ADR, bekannt als legitimer Vertreter militärischer, pardon, originär luxemburgischer Interessen, unterstützt das Anliegen der Militärmusiker, zumal diese betuern, trotz "ausgezeichneter Ausbildung" (Marschmusik, Kriegstrommeln ...) keineswegs in Konkurrenz zum ausgebildeten Lehrpersonal treten zu wollen.

Zuwanderungsgesetz: Zurück zum Start

Das Bundesverfassungsgericht in Karlsruhe hat das Zuwanderungsgesetz der rot-grünen Regierungskoalition gestoppt. Dabei haben die höchsten RichterInnen nicht den Inhalt des Gesetzes verworfen, sondern lediglich das Verfahren verurteilt, in dem es im März diesen Jahres im Bundesrat abgestimmt wurde. Bundesinnenminister Otto Schily (SPD) will nun das Gesetz erneut zur Abstimmung vorlegen, der grüne Koalitionspartner hat auch bereits Kompromissbereitschaft signalisiert. Ob damit allerdings das Zuwanderungsgesetz bald verabschiedet werden kann, ist fraglich: Die CDU/CSU fordern über 90 Änderungen an dem Gesetzestext, darunter unter anderem eine Senkung des Höchstalters bei der Zuwanderung von Kindern von 16 auf zwölf Jahre und die Streichung der "geschlechtsspezifischen und nicht-staatlichen Verfolgung". Hessens Ministerpräsident Roland Koch (CDU) hat zudem angekündigt, mit dem Thema Zuwanderung in den Wahlkampf zu gehen. Bei den letzten Landtagswahlen konnte seine Partei mit einer Unterschriftenaktion gegen AusländerInnen zusätzliche Stimmen gewinnen.

Zug schon abgefahren?

Nachdem die Brüssel-Mailand-Nachtzüge ab dem 15. Dezember nicht mehr fahren, wollte Marc Zanussi in einer Parlamentarischen Anfrage wissen, wie es um die Anbindung Luxemburgs an die internationalen Schienennetze stehe. Transportminister Henri Grethen erläuterte in einer ausführlichen Antwort seine Politik, insbesondere was die strategische Achse Brüssel-Straßburg-Mailand angeht. Kurzfristig werde es, so der Minister, bessere Verbindungen (mit Umsteigen) nach Straßburg geben. Während die Fahrtzeiten nach Paris bereits ab der ersten Phase des TGV-Est 2007 auf zwei Stunden 15 Minuten sinken, wird eine Fahrt nach Straßburg erst in der zweiten Phase deutlich kürzer werden. Dies alles wird sich Luxemburg mit einer substanziellen Beteiligung an den Baukosten des TGV-Est erkaufen. Doch Geld allein reicht nicht, wie sich bei den Versuchen, die Verbindungen nach Belgien zu verbessern, zeigt. Die SNCB tue sich schwer damit, die ungünstig verlaufende und unrentable Brüssel-Luxemburg-Linie auszubauen, berichtete der Minister. Ob die Situation auch so verfahren wäre, wenn seine Vorgänger ihre Energie in den Anschluss an das internationale Schienennetz statt des Autobahnnetzes gesteckt hätten?

